

M. Hazen Argue (Assiniboia): Monsieur l'Orateur, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt le discours que vient de prononcer le ministre de la Défense nationale (M. Pearkes). Je ne crois pas qu'il ait répondu aux trois principales questions que, d'après moi, les Canadiens ont à l'esprit en ce moment. Ces questions sont les suivantes: Que fait-on des travailleurs qui se trouvent aujourd'hui en chômage et qui sont à la rue? Le gouvernement envisage-t-il des mesures pour fournir du travail à ces gens, qui sont des techniciens hautement spécialisés? Le gouvernement se propose-t-il de les rétablir dans des emplois convenables afin d'augmenter la capacité productive du Canada? Je n'ai entendu parler d'aucun plan de ce genre.

Par quoi remplacera-t-on le CF-105 au point de vue de l'industrie de la production de défense du pays? Il est vrai que le ministre a parlé d'initiatives conjointes à venir entre le Canada et les États-Unis, mais je prétends qu'il n'a pas répondu à la question centrale, qui est celle de savoir ce qui arrivera aux industries de production de défense du Canada.

La troisième question qui demeure sans réponse, c'est celle de savoir quel sort est réservé à la souveraineté canadienne dans l'association très inégale à laquelle le gouvernement a donné son adhésion au nom du pays? Le genre de motion dont la Chambre est saisie en ce moment est de celles, j'en suis sûr, que proposerait nécessairement tout parti d'opposition soucieux de ses responsabilités. Ce n'est donc pas par hasard que l'idée de proposer l'ajournement de la Chambre afin d'étudier la présente question est venue à l'esprit des cécéistes comme elle était venue à l'idée des libéraux.

Nous sommes arrivés à la Chambre avec une motion rédigée d'avance et nous étions prêts à la proposer si l'occasion nous en était présentée. Nous aurions réclamé l'ajournement de la Chambre afin d'étudier une affaire précise d'une importance publique pressante, c'est-à-dire qu'avant d'annuler la fabrication de l'Arrow, le gouvernement n'a pas pris de mesures en vue de fournir d'autres emplois aux milliers d'ouvriers de l'industrie aéronautique. Nous aurions signalé aussi la nécessité de mesures immédiates afin de fournir d'autres emplois et d'autres travaux de façon à empêcher que plusieurs milliers de noms s'ajoutent à la liste des sans-travail; la nécessité de prévenir la perte de techniciens spécialisés si nécessaires au développement du Canada puis écarter la grave menace qui pèse sur notre souveraineté nationale étant donné que le gouvernement fédéral n'a pas obtenu, pour le Canada, sa pleine part des commandes relatives à la défense conjointe

de l'Amérique du Nord. C'est la motion dont nous aurions saisi la Chambre si nous en avions eu l'occasion.

Il ne m'a pas été donné en fin de semaine de parler avec des gens de Toronto, d'Hamilton, de Kitchener ou de la région en général. Toutefois, j'ai eu l'occasion de me rendre en fin de semaine dans la circonscription de Timiskaming et d'y avoir des conversations avec un certain nombre de gens. Je puis dire à la Chambre que, bien que le nord de l'Ontario soit distant de plusieurs centaines de milles du centre du chômage, l'industrie Avro, néanmoins la population de cette région a été scandalisée de l'action précipitée du gouvernement. On n'y pouvait pas comprendre comment, dans une société démocratique, le premier ministre pouvait se lever à la Chambre et lancer une nouvelle qui devait entraîner quelques heures plus tard la mise à pied de 14,000 Canadiens.

A notre avis, c'est un des aspects impardonables de tout ce problème. Nous avons reçu des télégrammes des syndicats ouvriers intéressés. J'en ai deux en main auxquels j'aimerais à me reporter. Le premier m'a été envoyé par M. P. Podger, mandataire de l'Association internationale des mécaniciens. En voici le texte:

La mise au rancart de l'Arrow par le gouvernement Diefenbaker, geste d'une dureté sans précédent qui prive au delà de 13,000 personnes de leur emploi, équivaut à une trahison économique. Cet abandon de la souveraineté canadienne au profit des États-Unis en matière de défense, qui se double d'un désastre économique, devrait entraîner la défaite immédiate du gouvernement Diefenbaker.

Je dois dire qu'on aurait pu penser à cela il y a quelques mois, et que cela aurait eu plus d'effet. Le télégramme poursuit:

Nous vous demandons avec instance de proposer immédiatement une motion de défiance.

L'autre télégramme était de M. W. Jacobs, président de l'association des dessinateurs industriels de l'Ontario. Il était conçu en ces termes:

Vous demandons d'employer tous moyens possibles pour condamner le gouvernement à cause du traitement brutal qu'il a infligé aux ingénieurs et aux artisans spécialisés et de leur trahison au profit d'intérêts américains. Le gouvernement doit rendre des comptes pour n'avoir pas remplacé l'entreprise Arrow par travaux de rechange. On devrait exiger de Washington part équitable de production de défense. A défaut d'entente, partage devrait se faire à nos conditions. Si possible forcer le gouvernement à se présenter devant les électeurs afin d'empêcher main-mise complète des États-Unis.

Fin du télégramme. Les termes énergiques de ces télégrammes, qui sont signés par des dirigeants sérieux des syndicats en cause, reflètent, selon moi, la réaction des Canadiens, et en particulier celle des travailleurs visés, devant la nouvelle annoncée et la décision prise, mais plus particulièrement devant la